



## **8eme Prix de la tolérance**

### **Attribution du Prix Marcel Rudloff**

#### **à Reporters sans frontières**

#### **RÉPONSE DE DANIEL JUNQUA**

Messieurs les présidents, Mesdames, Messieurs

Vos paroles, M. Bischoff, me sont allées droit au cœur. Et ne croyez pas qu'il s'agisse là d'une simple formule de circonstance. S'il est une période où notre organisation a besoin de sympathie, de soutien, de reconnaissance, c'est bien celle qu'elle traverse actuellement alors qu'elle est toute entière mobilisée pour obtenir la libération de Florence Aubenas et de Hussein Hanoun Al-Saadi retenus otages en Irak dans les terribles conditions que l'on sait. Et nous avons le sentiment, en toute humilité, à Reporters sans frontières, qu'à travers nous, c'est à eux que vous décernez le prix Marcel Rudloff.

Comme nos confrères Christian Chesnot et Georges Malbrunot,

comme notre consœur Giuliana SGRENA,

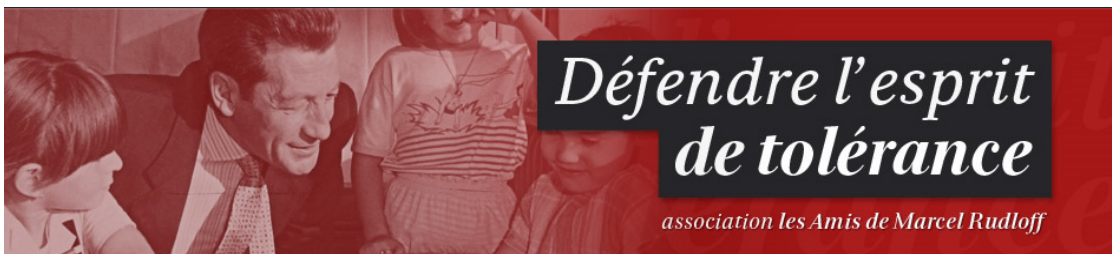
qui ont connu les mêmes terribles épreuves et en sont revenus heureusement vivants,

comme Enzo Baldoni, sauvagement assassiné,

comme de nombreux autres journalistes de toutes nationalités,

Florence et Hussein ont mis en jeu leur liberté et leur vie pour nous informer.

Loin de nous l'idée d'en faire des héros ! Ils détesteraient cela. Mais, au delà de leurs personnes, si attachantes soient-elles - et combien elles le sont - ils sont devenus le symbole de la défense d'une valeur essentielle au sens plein de ce terme : la liberté d'information et donc la liberté de la presse et la liberté d'expression ; une liberté sans laquelle il ne peut y avoir de démocratie, ainsi que vient de le rappeler ici même à Strasbourg, devant le parlement européen réuni en séance plénière, son président, M. JOSEP BORRELL.



Défendre la démocratie. Ce combat a été au cœur de l'action de Marcel Rudloff. Il a imprégné toute sa vie personnelle, professionnelle et politique. La démocratie, c'est le droit reconnu à chaque citoyen de prendre librement ses décisions dans tous les domaines, en toute connaissance de cause et d'avoir ainsi prise sur son destin ; la démocratie c'est aussi un état de droit, le respect des personnes et de leurs opinions, la volonté de dialogue, le choix du pluralisme et de la tolérance.

Ce sont là des exigences que Marcel Rudloff a rappelé tout au long de sa vie, pour lesquelles il a combattu tout au long de sa vie :

comme citoyen français refusant le joug nazi,

dans sa vie professionnelle d'avocat,

dans sa vie politique, au fil de ses mandats, de la mairie de Strasbourg et du Conseil régional au Sénat et au Conseil constitutionnel

Ce combat , nombreux aujourd'hui sont les Alsaciens qui le poursuivent avec détermination dans une région où des forces obscures s'emploient à exacerber les passions, à susciter les haines, à célébrer les crimes du passé. Fidèle à la pensée de Marcel Rudloff qui le présida, le Conseil régional a engagé à cet égard une action résolue, illustrée notamment par cette opération exemplaire qu'est " Le mois de l'autre ". Quant à la municipalité de Strasbourg elle s'est portée en première ligne dans la défense de la liberté d'information et son action en ce domaine se veut, comme la nôtre, " sans frontières ".

S'il est une organisation qui peut en témoigner, c'est bien la nôtre. Strasbourg s'est engagée résolument dans la bataille pour la libération de Florence et Hussein ainsi qu'en témoignent les portraits géants placés sur la façade de l'Hôtel de Ville. Elle s'était investie de la même façon pour Georges Malbrunot, Christian Chesnot et leur accompagnateur. Mais, au delà, Strasbourg a été aussi à nos côtés dans l'action menée pour sortir de son cachot le poète et journaliste cubain Raúl RIVERO, un homme de culture et de dialogue, un combattant pacifique de la démocratie et de la liberté. Raúl Rivero était la victime emblématique de la répression menée par le régime cubain contre les défenseurs des droits de l'homme et particulièrement les journalistes libres.

Comment ne pas rappeler ici que la Ville a parrainé dès 2003 le célèbre écrivain ? Comment ne pas rappeler qu'à la fin du mois de septembre dernier, les élus municipaux, alarmés par les mauvaises



nouvelles sur l'état de santé du prisonnier, ont adressé à Fidel Castro un message réclamant la libération immédiate de leur filleul ?

Autant de motifs pour notre ami Raúl, aujourd'hui libre, de garder dans son cœur une petite place spéciale pour Strasbourg. Il en va de même pour plusieurs autres détenus cubains et notamment Manuel Vasquez Portal dont la libération précéda celle de Raúl et qui a été parrainé par le Conseil général.

Comment, ne pas dire aussi, en ce Palais des Droits de l'homme, combien notre organisation et au delà d'elle ,tous les journalistes européens, portent un regard favorable et reconnaissant sur la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de liberté de la presse.

Pour la Cour, l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'homme ne souffre aucune hésitation dans son application : le principe fondamental, c'est l'absolue liberté d'expression, les restrictions ne pouvant être que des exceptions.

Depuis trente ans et au fil d'une centaine d'arrêts, les juges reconnaissent ainsi aux journalistes un rôle de " chiens de garde " de la démocratie. Ils s'érigent en protecteurs vigilants de la liberté d'expression, si gênante soit-elle pour les pouvoirs. Ils se sont prononcés aussi pour la protection du secret des sources, un secret parfois bien malmené en France.

Comment ne pas rappeler enfin l'accueil toujours amical de nos confrères de la presse régionale et leur engagement pour la défense des journalistes emprisonnés. Au cours de ces quatre dernières années cinq d'entre eux (dont trois ont aujourd'hui retrouvé la liberté) ont été parrainés par les médias alsaciens : Dominique Makeli (Rwanda), Khin Aye Khiu (Birmanie), Zouhair Yahyaoui (Tunisie) , Raúl Rivero et Ricardo Gonzalez ( Cuba), Nguyen Dinh Huy (Vietnam).

Reporters sans frontières a donc bien des raisons de regarder Strasbourg avec une particulière amitié. Elle en a aujourd'hui une de plus avec l'attribution qui nous est faite du Prix Marcel Rudloff.



L'estime qui nous est ainsi témoignée, l'encouragement qui nous est donné,

l'aide qui nous est apportée, nous sont d'autant plus précieux que notre organisation n'a jamais été aussi sollicitée, jamais aussi préoccupée, jamais aussi mobilisée.

La chute du mur de Berlin en 1989,

l'émancipation des pays d'Europe de l'Est de la tutelle de Moscou,

l'effondrement du système totalitaire en Union soviétique

ont suscité de grands espoirs et, de fait, dans les années 90, la démocratie et son corollaire obligé, la liberté de la presse, ont fait, avec la fin de la guerre froide, de réels progrès en Europe, mais aussi en Amérique latine et en Afrique. Il n'était pas déraisonnable de faire preuve alors d'optimisme. Après tout, en cette fin de siècle, jamais le principe de la liberté de la presse, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, n'avait été aussi reconnu et célébré. Quelque 156 pays avaient signé le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, s'engageant ainsi à respecter la liberté d'information. Parmi eux, les plus grands, les plus peuplés, comme la Chine, l'Inde, le Japon, le Nigéria, la Russie, les États-Unis d'Amérique. Jamais par ailleurs les hommes n'avaient disposé de tels moyens pour diffuser et recevoir des informations de toutes natures.

Les réseaux de câbles et de satellites, les téléphones portables, les ordinateurs, Internet, la numérisation, toutes ces formidables avancées technologiques n'allaient-elles pas permettre de faire du globe ce " village planétaire " dont le sociologue canadien Marshall McLuhan avait annoncé l'avènement.

Et pourtant ! La triste réalité est que la liberté si hautement proclamée se révèle très souvent bafouée, voire inexistante. Seuls un tiers des habitants du globe en bénéficient qui ont la chance de vivre dans des pays réellement démocratiques, en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Inde, au Japon, en Amérique latine...

Un autre tiers des habitants en sont totalement privés. C'est le cas dans les régimes qui se réclament encore du communisme : en Chine, le pays le plus peuplé de la planète, en Corée du Nord, où la notion même de journalisme est inconnue, au Vietnam, ou à Cuba. C'est le cas aussi des dictatures militaires, comme en Birmanie, religieuses, comme en Iran, monarchiques comme en Arabie Saoudite.



Entre la liberté réelle qui caractérise les démocraties et la lourde chape de censure des dictatures, le troisième tiers des habitants du globe vivent des situations de répression plus ou moins larvées, plus ou moins accentuées. L'hypocrisie est de règle.

La liberté proclamée est “ encadrée ” par des dispositions législatives et réglementaires appliquées avec zèle par des policiers, et des juges aux ordres. Une presse indépendante est tolérée en marge des médias d'État – un État qui conserve généralement la haute main sur la télévision et la radio. Mais si cette presse est frondeuse, outre les menaces policières et judiciaires, elle est maintenue dans une précarité économique qui ne peut que l'inciter à la prudence pour survivre.

Et si tout cet arsenal “ légal ” ne suffit pas, reste le recours à la violence : menaces, diffamations, agressions, harcèlement des membres de la famille, crimes, enfin, qui demeurent en quasi totalité impunis, même lorsque les auteurs et les commanditaires sont connus ,comme c'est le cas par exemple au Burkina Faso pour l'assassinat de Norbert Zongo ou à Haïti pour celui de Jean Dominique.

C'est sur cette triste toile de fond que s'est produit le 11 novembre 2002 l'attentat contre les tours du World Trade Centre à New York. Effroyable crime dont les conséquences sont planétaires. Les premières victimes de la guerre, on ne le sait que trop , sont la vérité et les libertés ! Rien de surprenant donc à ce que la guerre déclarée au terrorisme islamiste par les États-Unis ait eu pour conséquence, un peu partout dans le monde, un rétrécissement des droits individuels non seulement dans les pays occidentaux directement menacés mais aussi dans d'autres pays. Procédant par amalgame, dictatures et régimes autoritaires ont trouvé là une justification à leur politique répressive pour régler des problèmes internes, juguler toute opposition, renforcer leur pouvoir. La politique de Vladimir Poutine dans l'affaire tchétchène est la plus exemplaire de ces dérives.

Force est de constater que le monde n'en est pas devenu plus sûr pour autant et que, de façon générale, il est devenu plus dangereux, particulièrement pour les journalistes.

Sur les théâtres des opérations militaires, médias et reporters, sont devenus, en violation des dispositions des conventions de Genève, des cibles privilégiées. On avait déjà constaté cette dérive lors des conflits qui ont ensanglanté les pays de l'ex-Yougoslavie ou encore dans les territoires palestiniens occupés. Mais elle s'est lourdement aggravée lors des opérations menées en



Afghanistan et plus encore maintenant en Irak. Accusés de faire de la propagande et non de l'information, les médias du camp adverse sont attaqués militairement et parfois détruits. Comme si, dans un état de guerre, la propagande n'était pas le fait des différentes parties au conflit et comme si seul l'ennemi mentait. Les journalistes sur le terrain, reporters, photographes, cameramen, sont par ailleurs de plus en plus considérés comme des témoins gênants et souvent délibérément maltraités, intimidés, voire tués. Pour la seule année 2004, 19 reporters et 12 assistants, ceux que l'on nomme les "fixeurs", ont ainsi perdu la vie en Irak.

Les journalistes opérant dans les zones de conflit sont par ailleurs de plus en plus souvent pris en otage par des kidnappeurs qui exercent ainsi des chantages politiques mais aussi financiers auprès des gouvernements de leur pays d'origine. Au moins une douzaine de reporters étrangers et nationaux ont été ainsi enlevés en Irak par des groupes islamistes. Et à peine avions nous le temps de nous réjouir, fin décembre, de la nouvelle de la libération de Christian Chesnot et de Georges Malbrunot que s'ouvrait un nouveau drame avec la disparition de Florence Aubenas et de Hussein Hanoun Al-Saadi.

Il n'y a rien d'étonnant donc à ce que l'année 2004 ait été la plus meurtrière depuis dix ans pour les journalistes. 53 d'entre eux et 15 collaborateurs ont trouvé la mort soit sur les champs de bataille, soit sur ordre de dirigeants, soit sous les balles ou le couteau d'organisations criminelles dont ils dénonçaient les activités, sur tous les continents, aux Philippines, au Bangladesh, au Brésil, en Russie, en Gambie...

Des progrès ont certes été accomplis ces derniers mois et il faut se réjouir à cet égard de la victoire exemplaire de la révolution orange en Ukraine. Mais, sans parler de l'Irak, les motifs de préoccupation, en Côte d'Ivoire, en République du Congo, en Russie, au Belarus, au Népal, et dans tant d'autres pays l'emportent de loin sur les raisons de satisfactions. A cette heure même, une centaine de journalistes sont détenus un peu partout dans le monde, le plus souvent dans des conditions affreuses, la Chine venant en tête de ce triste palmarès de la répression avec, une trentaine de journalistes et des dizaines d'internautes détenus en prison ou dans des camps de rééducation.

Globalement cependant nous avons la conviction à Reporters sans frontières que l'idée de démocratie et donc de liberté de l'information progresse dans le monde. Si les affrontements sont si violents, si la répression est si forte c'est bien parce que partout des hommes et parfois des peuples entiers se lèvent pour combattre les idéologies et les pouvoirs totalitaires, pour exiger plus de justice,



de dignité, de liberté. Les journalistes sont souvent aux avants postes dans cette bataille là et ils en payent le prix. Tous ces hommes en lutte pour la liberté, il est de notre devoir de les accompagner, de les défendre. Merci, en nous attribuant le prix Marcel Rudloff de nous aider dans ce combat dans lequel vous êtes vous mêmes pleinement engagés.